

*Questions orales***L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
RÉGIONAL**

LE RENOUVELLEMENT DES ENTENTES

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous avons répondu à un certain nombre de questions au sujet des modifications que ma collègue, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, a apportées au programme. Il est bien clair qu'on a amélioré le régime de l'assurance-chômage en offrant des prestations de formation pour aider les gens à obtenir de meilleurs emplois, des emplois qui seraient plus permanents. C'est sûrement ainsi qu'on devrait améliorer ce programme. Le député parle maintenant du financement. Oui, le financement en a été modifié. Il l'a été de telle sorte que les employeurs et les employés devront maintenant porter le fardeau du régime d'assurance-chômage, sauf que s'il arrivait que la caisse devienne déficitaire—comme cela s'est produit de 1982 à 1987—le gouvernement interviendrait pour la renflouer.

• (1200)

Il y a deux points essentiels. Tout d'abord, le taux de cotisation s'élèvera à 2,25\$ pour les cinq prochaines années, soit moins que celle des quatre ou cinq dernières années. Deuxièmement, le coût maximum pour l'employé sera de 1,40\$ par semaine.

LES PROGRAMMES SOCIAUX—LA RÉDUCTION DU
FINANCEMENT

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, les travailleurs canadiens ne se laisseront pas duper par cette réponse. N'est-ce pas là une tentative en vue de rendre les règles du jeu plus équitables afin de faciliter le libre-échange avec les États-Unis? On se souviendra que le gouvernement avait dit au cours de la campagne électorale que cela ne serait pas nécessaire.

Durant la campagne électorale, le ministre des Finances a traité le chef de l'opposition de menteur parce qu'il disait que les programmes sociaux feraient l'objet de coupures à cause du libre-échange.

M. le Président: Comme il reste peu de temps, je demanderai au député de bien vouloir poser sa question.

M. Allmand: Monsieur le Président, j'aimerais bien que le ministre me dise qui ment.

Des voix: Vous!

M. Allmand: Le ministre n'avait-il pas ce budget en tête au mois de novembre?

Des voix: Bravo!

M. le Président: Le député d'Essex—Windsor.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Pendant le débat sur le libre-échange, le premier ministre a dit que les programmes de développement régional n'étaient pas en danger. Maintenant, dans le premier budget après la conclusion de l'Accord de libre-échange, le gouvernement réduit de 29 p. 100 par année les dépenses au titre du développement régional en les ramenant de 1,4 milliard à 1 milliard.

Le premier ministre peut-il assurer aux pauvres provinces de l'Atlantique et de l'Ouest que les 44 EDER qui ont pris fin seront renouvelées et que le niveau de financement sera le même? Ce financement sera-t-il rétabli?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je sais que le député n'est pas resté à la Chambre pour la présentation du budget hier. Il est possible que les renseignements que contenait mon exposé lui aient échappé.

Mme Copps: Il a tout appris au réseau *Global*.

M. Marchi: Il l'a lu la veille.

M. Wilson (Etobicoke—Centre): Je renvoie le député à la page 8 de l'exposé budgétaire. Le gouvernement a pris un engagement ferme à cet égard et il l'a prouvé en augmentant le financement de 50 p. 100 durant son dernier mandat. Au cours des cinq prochaines années, le niveau de financement augmentera encore de 35 p. 100 par rapport au cinq dernières années.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke—Centre): Je crois que le député saisit l'importance de la dette du gouvernement fédéral. Nous devons empêcher la dette de s'accroître davantage, et nous avons trouvé le juste équilibre pour y arriver tout en maintenant notre engagement à l'égard du développement régional.

Des voix: Bravo!

[Français]

LE SOUTIEN FINANCIER DU GOUVERNEMENT

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser. La province de Québec a maintenant 12 ententes cadres qui se terminent au début de l'année prochaine. Est-ce que le gouvernement s'engage à fournir un soutien financier égal à celui présentement alloué à ces ententes? Est-ce